

<p>Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé Section "sécurité sociale"</p>
--

CSSS/13/096

**DÉLIBÉRATION N° 13/010 DU 5 FÉVRIER 2013, MODIFIÉE LE 2 AVRIL 2013,
RELATIVE À LA CRÉATION DE LA BANQUE DE DONNÉES "*CONSTITUTION DE
PENSIONS COMPLÉMENTAIRES*" ET À LA COMMUNICATION DE DONNÉES PAR
SIGEDIS À PLUSIEURS INSTANCES**

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment l'article 15;

Vu la demande de l'association sans but lucratif SIGEDIS du 5 décembre 2012;

Vu les rapports de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 6 décembre 2012 et du 18 mars 2013;

Vu le rapport de monsieur Yves Roger.

A. OBJET

1. Les articles 305 et 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 et de l'arrêté d'exécution du 25 avril 2007 prévoient la création d'une banque de données "*constitution de pensions complémentaires*". Cette banque de données est gérée par l'association sans but lucratif SIGEDIS et contient notamment des données relatives à tous les avantages (belges et étrangers) en faveur des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants et des fonctionnaires, qui sont destinés à compléter la pension légale (dans la mesure où elles ont une base légale déterminée).
2. La banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" serait consultée par l'Office national de sécurité sociale (ONSS), l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL), l'Institut national d'assurances sociales

pour travailleurs indépendants (INASTI), le Service public fédéral Finances et l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

3. La banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" contient notamment toutes les données utiles que les organismes de pension, les organismes de solidarité et les organisateurs d'un régime de pension complémentaire mettent à la disposition pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et le contrôle à cet effet par les institutions compétentes de sécurité sociale (l'ONSS, l'ONSSAPL et l'INASTI), l'application de la réglementation relative au traitement fiscal des pensions complémentaires par le Service public fédéral Finances, l'application de la réglementation relative aux pensions complémentaires par la FSMA et l'accomplissement de l'obligation d'information par SIGEDIS. Moyennant une autorisation de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé, cette banque de données est accessible aux instances compétentes, dans la mesure où elles ont besoin des données pour l'exécution de leurs missions de contrôle.
4. En ce qui concerne les données utiles précitées, il y a lieu de distinguer entre, d'une part, les données qui sont déjà disponibles dans le réseau de la sécurité sociale et qui ne doivent plus alors être demandées auprès des organismes de pension, des organismes de solidarité et des organisateurs (SIGEDIS peut déjà disposer de la plupart de ces données pour d'autres finalités, conformément à diverses délibérations des comités sectoriels compétents, mais elle pourrait, actuellement, également les utiliser pour la création de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*") et, d'autre part, les données qui ne sont pas encore disponibles dans le réseau de la sécurité sociale et qui doivent, jusqu'à présent, être mises à la disposition par les organismes de pension, les organismes de solidarité et les organisateurs (ces derniers ont été autorisés par la délibération n° 11/03 du 11 janvier 2011 du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé à communiquer ces données à SIGEDIS pour compléter la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*").
5. La présente délibération porte sur la collecte par SIGEDIS de données qui sont enregistrées dans le réseau de la sécurité sociale en vue de la création de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*". SIGEDIS peut déjà disposer de la plupart de ces données pour d'autres finalités. Ainsi, SIGEDIS reçoit certaines données provenant des banques de données DMFA et DIMONA, en vue de la gestion des comptes de pension individuels, en application de la délibération n° 08/28 du 3 juin 2008 du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé. SIGEDIS a également accès aux données d'identification du Registre national des personnes physiques (conformément à la délibération n° 49/2010 du 2 décembre 2010 du Comité sectoriel du Registre national) et des registres Banque Carrefour (conformément à la délibération n° 10/82 du 7 décembre 2010 du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé). SIGEDIS souhaite également pouvoir disposer de quelques données supplémentaires, également en vue de compléter la banque de données « *constitution de pensions complémentaires* » et invite donc la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé à lui accorder une autorisation à cet effet. Il s'agit, en particulier, du nombre d'années de service prestées ou des périodes d'affiliation au statut

professionnel et des périodes d'inactivité des travailleurs indépendants, ainsi que de la date de la pension légale et des revenus professionnels.

6. Cette délibération porte également sur la communication ultérieure de données enregistrées dans la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" (y compris leurs historiques) par SIGEDIS aux instances précitées (l'ONSS, l'ONSSAPL, l'INASTI, le Service public fédéral Finances et la FSMA) en vue de l'exécution de leurs missions.

B. AUTORITÉS CONCERNÉES

l'ONSS et l'ONSSAPL

7. L'ONSS et l'ONSSAPL utiliseraient les données pour l'exécution de leurs missions relatives à la perception et au recouvrement des cotisations patronales pour les pensions complémentaires, conformément à la loi du 1er août 1985 *portant des dispositions sociales* et à la loi du 29 juin 1981 *établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés*. En vue du contrôle permanent du calcul de ces cotisations spéciales au niveau individuel dans leur banque de données DMFA (et en vue de la réalisation de régularisations, le cas échéant), ils doivent pouvoir accéder à la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" (contrairement aux cotisations ordinaires, le calcul des cotisations spéciales n'est pas réalisé à l'aide du salaire payé à l'intéressé, mais à l'aide des versements visant à constituer une pension complémentaire à l'attention de l'intéressé).
8. Les données seraient éventuellement reprises dans des notes internes ou dans une correspondance avec les employeurs concernés (et leurs mandataires), mais ne seraient pas communiquées telles quelles à des tiers. Elles seraient conservées pour une durée indéterminée (aussi longtemps qu'elles soient nécessaires à la réalisation des finalités fixées) et seraient ensuite transmises en tant que données traitées dans les dossiers clôturés aux services des Archives générales du Royaume.
9. Au sein de l'ONSS et de l'ONSSAPL, l'accès à la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" serait uniquement accordé aux collaborateurs qui en ont besoin dans le cadre de l'exercice de leur fonction (il s'agit notamment des collaborateurs du service d'inspection).
10. Les deux institutions de sécurité sociale ont été autorisées par un arrêté royal du 5 décembre 1986 à accéder au Registre national des personnes physiques, dans le cadre de la réalisation de leurs missions, et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

l'INASTI

11. L'INASTI est, quant à lui, également compétent pour la perception d'une cotisation spéciale dans le cadre de la constitution de pensions complémentaires pour travailleurs indépendants (et du contrôle à cet effet), conformément à la loi-programme du 22 juin

2012. À cet effet, l'INASTI a en permanence besoin, à un niveau individuel, de données provenant de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*".

12. Le cas échéant, l'INASTI utiliserait également les données dans des notes internes ou dans une correspondance et transmettrait finalement ses dossiers aux Archives générales du Royaume. L'INASTI utiliserait également les données pour des finalités statistiques, mais ne publierait les résultats que sous forme anonyme.
13. Les données seraient uniquement traitées par les collaborateurs du service chargé de surveiller le respect de la loi-programme du 22 juin 2012, qui en ont besoin dans le cadre de la description de leur fonction. Ces collaborateurs sont tenus par le secret professionnel.
14. L'INASTI a été autorisé par un arrêté royal du 12 septembre 1985 et par diverses délibérations du Comité sectoriel du Registre national à accéder au Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

le Service public fédéral Finances

15. Le Service public fédéral Finances souhaite utiliser les données de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" pour l'établissement, la perception et le recouvrement des impôts, conformément au Code des impôts sur les revenus 1992 (en particulier, les articles 59 et 60) et à l'arrêté royal *portant exécution du Code des impôts sur les revenus 1992* (en particulier, les articles 34 et 35), qui subordonnent la déduction des cotisations versées dans le cadre des pensions complémentaires à plusieurs conditions.
16. Les données ne seraient pas uniquement utilisées au sein du Service public fédéral Finances dans le cadre des impôts sur les revenus, mais seraient également échangées en interne pour l'exécution de ses autres missions. En plus, il est possible, selon le Service public fédéral Finances, que les données soient transmises à d'autres pays, en vue de l'imposition fiscale locale, conformément à divers règlements relatifs à l'échange de données. Le Code des impôts sur les revenus 1992 organise l'assistance fiscale mutuelle entre la Belgique et les États membres de l'Union européenne. La directive européenne 2011/16/UE oblige les autorités compétentes des États membres explicitement à fournir leurs informations relatives aux résidents des autres États membres (notamment les informations relatives aux pensions) de façon automatique à ces autres États membres. En sus d'une convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (conclue par le Conseil de l'Europe et l'Organisation de coopération et de développement économiques et ratifiée par la Belgique), diverses conventions de double imposition prévoyant la possibilité d'un échange de données s'appliquent également (le modèle de convention belge stipule, par ailleurs, qu'il y a lieu de maintenir la confidentialité des informations obtenues par un autre État, si la réglementation nationale de cet État s'applique à ces informations obtenues, et que les informations peuvent uniquement être communiquées aux autorités qui assurent des missions fiscales. Les données seraient conservées jusqu'à la prescription des droits, à l'extinction complète de la dette fiscale et à l'épuisement des recours administratifs et juridiques.

17. L'accès serait uniquement accordé aux fonctionnaires du Service public fédéral Finances chargés du respect de la réglementation précitée. Chaque accès concret serait soumis à un contrôle de l'identité de l'utilisateur et de la correspondance à son profil. Ensuite, l'accès serait automatiquement enregistré. Les accès seraient également vérifiés périodiquement. Les collaborateurs du Service public fédéral Finances sont soumis au régime disciplinaire relatif au statut des agents de l'État, ainsi qu'aux valeurs et au code de conduite pour les fonctionnaires fédéraux.
18. Le Service public fédéral Finances a accès au Registre national des personnes physiques (voir à cet effet, l'arrêté royal du 27 septembre 1984) et peut utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques (voir à cet effet, l'arrêté royal du 25 avril 1986).

la FSMA

19. La FSMA- le successeur en droit de la Commission bancaire, financière et des assurances et chargée de la surveillance du secteur financier, y compris des organisations compétentes pour les pensions complémentaires - demande d'obtenir un accès (permanent) à la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" (pour une durée indéterminée) en vue de l'exécution des missions qui lui sont imposées respectivement par l'article 45 de la loi du 2 août 2002 *relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers*, en particulier la surveillance du respect de la réglementation relative aux pensions complémentaires pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants, par la loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale* et par la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. Cette réglementation confie également la surveillance à la FSMA qui est notamment tenue de surveiller le contenu des engagements de pension, leur exécution correcte vis-à-vis les personnes affiliées et le respect des procédures et des conditions en vigueur. En plus, elle permet à la FSMA de demander une communication systématique de données pertinentes. En sus des missions de contrôle générales précitées, la FSMA a également des missions spécifiques, telles que la rédaction de rapports relatifs aux pensions complémentaires et la surveillance du respect du principe de non-discrimination.
20. La FSMA peut avoir besoin de l'identification des personnes concernées pour traiter des plaintes et demandes individuelles, réagir à des événements spécifiques ou renseigner sur des mises en demeure de des organisations intervenantes. Il est possible que les données soient reprises dans des documents internes de la FSMA ou dans la correspondance avec l'intéressé et les organisations intervenantes (les organismes de pension, les organismes de solidarité et les organisateurs), mais elles ne seraient pas enregistrées séparément par la FSMA dans une banque de données propre, ni communiquées à des tiers. Les données pourraient être codées ou anonymisées, par exemple en vue de l'accomplissement des missions statistiques de la FSMA dans le cadre de la rédaction des rapports relatifs aux pensions complémentaires.
21. Au sein de la FSMA, l'accès à la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" serait accordé à la section spécifiquement chargée de la surveillance du

respect de la réglementation relative aux pensions complémentaires et, plus précisément, aux collaborateurs qui sont tenus d'utiliser les données, conformément à leur description de fonction. À cet effet, ils signeraient une déclaration par laquelle ils s'engagent explicitement à préserver la sécurité et la confidentialité des données consultées. La FSMA mettrait également une liste des collaborateurs concernés à la disposition de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé. En plus, la FSMA ferait appel aux services d'un conseiller en sécurité de l'information chargé de la protection des données traitées et de la vie privée des personnes auxquelles ces données ont trait. Ce conseiller en sécurité de l'information serait chargé de la fourniture d'avis qualifiés aux personnes chargées de la gestion journalière et de l'exécution des missions lui attribuées.

22. Par la délibération n° 33/2004 du 25 novembre 2004 et la délibération n° 19/2006 du 5 juillet 2006 du Comité sectoriel du Registre national, la FSMA est autorisée à accéder au Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, en vue de l'accomplissement de diverses missions. Cependant, dans sa délibération n° 53/2012 du 18 juillet 2012, le Comité sectoriel du Registre national a estimé que l'accès aux données du Registre national des personnes physiques ne fait pas partie de ses compétences, si ces données sont consultées indirectement dans une autre banque de données (en l'occurrence, la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*"). Selon le Comité sectoriel du Registre national, il incombe donc à la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé de se prononcer sur l'accès aux données d'identification qui sont enregistrées dans la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" dans le chef de la FSMA.

SIGEDIS

23. SIGEDIS rassemblerait les données dans un modèle de données cohérent et effectuerait des contrôles de la qualité et des contrôles croisés. Le cas échéant, SIGEDIS serait également chargé de l'identification correcte et univoque (préalable) des personnes concernées (tant les personnes affiliées que leurs attributaires). Les données seraient également utilisées pour la réalisation de recherches.
24. La banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" pourrait être consultée de manière électronique et sécurisée par les intéressés et par les instances précitées (l'ONSS, l'ONSSAPL, l'INASTI, le Service public fédéral Finances et la FSMA). SIGEDIS les assisterait en cas de problèmes lors de l'exploitation ou de l'interprétation des données. Les données seraient conservées aussi longtemps qu'un des instances précitées au moins en a besoin et au moins jusqu'au décès des intéressés et de leurs attributaires. À l'issue de cette date, les données seraient conservées en vue de la réalisation d'études longitudinales.
25. Les collaborateurs de SIGEDIS qui assistent les intéressés, les organismes précités et les organismes fournisseurs des données (il s'agit des organismes de pension, des organismes de solidarité et des organisateurs) doivent tous avoir accès à la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*". En plus, les experts de contenu de SIGEDIS accèderaient aux données, dans le cadre d'études statistiques ou de préparation de la

politique. Chaque accès à la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" par un collaborateur de SIGEDIS fait l'objet d'un logging et un lien vers la demande externe (en vue de vérifier la légitimité de la consultation) est, si possible, ajouté. Le conseiller en sécurité de l'information et le management de SIGEDIS effectueraient un contrôle périodique des loggings.

26. SIGEDIS a accès aux données d'identification du Registre national des personnes physiques et peut utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, conformément à la délibération n° 49/2010 du 2 décembre 2010 du Comité sectoriel du Registre national.

C. DONNÉES CONCERNÉES

27. La banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" contient, conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 25 avril 2007 *portant exécution de l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006*, au moins des données d'identification des divers acteurs, l'identification et les caractéristiques de base de du régime, la mention de sa modification ou du transfert de gestion (et la date), des données de carrière de la personne affiliée (dont le statut social, la nature et la durée de l'activité professionnelle, les périodes d'inactivité et la rémunération), pour chaque personne affiliée et par régime de pension quelques données spécifiques (parmi lesquelles, les périodes d'affiliation, les années de service ouvrant droit, les réserves constituées et les réserves acquises) et les contributions payées.
28. Il y a lieu d'opérer une distinction entre l'identification des divers acteurs qui sont impliqués dans la constitution de la pension complémentaire (employeurs, unités d'entreprise, organisateurs, organismes de pension et organismes de solidarité), l'identification et les caractéristiques de base des régimes de pension et les données à caractère personnel spécifiques relatives aux personnes affiliées.
29. *Identification des divers acteurs impliqués dans la constitution de la pension complémentaire*

le numéro d'entreprise, le nom, l'adresse, le type d'entreprise, la forme juridique, la situation juridique, la qualification professionnelle, les activités et les qualités sont utiles pour l'identification des acteurs et pour leur classification.

Le numéro et le nom de la commission paritaire sont notamment importants pour le contrôle de l'application des règles relatives aux pensions complémentaires sectorielles et pour l'accomplissement des missions statistiques de la FSMA.

Le nombre total de travailleurs par employeur est notamment requis pour vérifier si tous les travailleurs sont affiliés au régime de pension complémentaire. Il s'agit également d'une indication de l'existence d'un conseil d'entreprise ou d'un comité de prévention et de protection au travail chez cet employeur, ce qui requiert le respect de procédures

spécifiques lors de l'introduction, de la modification et de la suppression d'un régime de pension complémentaire.

Le nombre de travailleurs masculins et féminins par employeur, subdivisé par catégorie travailleur, est notamment nécessaire à la surveillance du respect du principe de non-discrimination et à la réalisation des missions statistiques de la FSMA.

Il s'agit uniquement de "données à caractère personnel" dans la mesure où elles ont trait à des personnes physiques. Dans ce cas uniquement, leur communication requiert une autorisation préalable de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

30. Identification et caractéristiques de base des régimes de pension

Un code unique est attribué à chaque régime de pension, ce qui permet d'identifier le régime de pension et d'établir un lien avec les acteurs concernés et avec les caractéristiques du régime de pension, dans le cadre des responsabilités respectives.

Les caractéristiques de base des régimes de pension sont nécessaires pour déterminer leur nature, de sorte qu'il soit clair quelles règles sont d'application. Il est possible de réaliser des contrôles spécifiques quant au respect des obligations et conditions spécifiques..

Les données suivantes constituent les 'caractéristiques de base' des régimes de pension:

- la date d'entrée en vigueur du régime (étant donné que le régime relatif aux pensions complémentaires a déjà été modifié à plusieurs reprises, la date d'entrée en vigueur peut être importante pour la détermination des dispositions transitoires applicables);
- les documents stipulant les droits et les obligations des parties concernées (ces documents sont nécessaires pour comprendre le contexte dans son intégralité);;
- la catégorie à laquelle appartient la réglementation de pension;
- dans le cas d'une pension sectorielle, le numéro et le nom de la commission paritaire, l'indication selon laquelle certains employeurs sont exclus du champ d'application de la convention collective de travail et l'indication selon laquelle la possibilité d'opting out a été utilisée (des règles spécifiques s'appliquent à ces employeurs).
- l'indication selon laquelle il s'agit d'un engagement de pension social pour travailleurs ou une convention en matière de pension sociale pour travailleurs indépendants et, le cas échéant, l'indication des prestations de solidarité (ces données à caractère personnel permettent de vérifier que les conditions en vigueur sont bien remplies).
- l'indication selon laquelle le régime de pension est actif, passif ou clôturé (ces données à caractère personnel sont nécessaires pour vérifier si des droits de pension complémentaires relatifs aux années de service futures sont constitués);

- l'indication selon laquelle il s'agit d'un régime de pension du type prestation fixe, du type cash balance, du type cotisation fixe ou d'une combinaison de ces types (des règles spécifiques s'appliquent pour chaque type, dont le respect doit être vérifié);
- les prestations et le mode de calcul (nécessaires pour interpréter le régime de pension d'une façon correcte);
- la base de capitalisation des réserves, tant dans le cas de la gestion par une entreprise d'assurances que dans le cas de la gestion par une institution de retraite professionnelle (ces données à caractère personnel indiquent la responsabilité des acteurs);
- le mode de financement du régime (par des cotisations patronales, par des cotisations sociales des travailleurs ou par les deux types de cotisation);
- l'actuel niveau de financement des réserves acquises, la garantie de rendement et la date à laquelle celle a été constatée;
- les évènements relatifs aux régimes de pension (par exemple, la mise à la retraite de l'affilié, le mode du régime et le transfert de la gestion);
- la procédure selon laquelle les régimes de pension ont été introduits ou modifiés;
- par régime, le montant total des primes versées et le montant total des réserves acquises (afin de se faire une idée du régime);
- le numéro de l'avis positif motivé relatif aux régimes de solidarité;
- la liste des personnes ayant refusé d'adhérer au régime (cette liste permet d'expliquer pourquoi certains employeurs ne sont pas affiliés au régime);
- des informations sur les affiliés: le nombre d'affiliés réparti en fonction de membres actifs et de membres dormants, le nombre total de travailleurs de l'organisateur (dans le but de vérifier si tous les travailleurs de l'organisateur sont affiliés), la catégorie des affiliés (pour vérifier si une distinction est opérée en fonction de la catégorie), le sexe des affiliés (pour constater une éventuelle discrimination de sexe) et le nombre de pensionnés ayant reçu leur pension sous forme de capital, de rente ou d'une combinaison des deux.

Il s'agit uniquement de "données à caractère personnel" dans la mesure où elles portent sur des personnes physiques. Dans ce cas, la communication doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

En d'autres termes, il s'agit de données à caractère personnel uniquement si ces données sont communiquées avec un renvoi à l'affilié; si celles-ci sont communiquées telles quelles (sans renvoi à l'affilié), il ne s'agit pas de données à caractère personnel.

Les instances précitées (l'ONSS, l'ONSSAPL, l'INASTI, le Service public fédéral Finances et la FSMA) peuvent choisir d'uniquement demander des données au niveau du régime de pension sans révéler l'identité des personnes physiques associées à ce régime de pension.

31. *Des données à caractère personnel spécifiques relatives aux personnes affiliées (travailleurs salariés, travailleurs indépendants et fonctionnaires)*

Des données à caractère personnel visant à identifier les personnes concernées (provenant du Registre national des personnes physiques ou des registres Banque Carrefour), le numéro d'identification de la sécurité sociale, le nom, le prénom, le sexe, l'adresse, la nationalité, la date de naissance, la date de décès, l'état civil, la composition du ménage et la cohabitation légale. Ces données à caractère personnel sont nécessaires pour identifier les personnes affiliées ou leurs attributaires, pour les contacter (dans le cadre de plaintes, de questions, d'évènements spécifiques, de notifications de mises en demeure, ...) et pour vérifier la déclaration correcte des cotisations spéciales. La date de naissance permet de déterminer l'âge des personnes affiliées (ainsi que leur âge de pension) et de constater des éventuelles distinctions d'âge non autorisées et d'appliquer les dispositions précitées du Code des impôts sur les revenus 1992. Le sexe et la nationalité sont nécessaires à la constatation d'une discrimination éventuelle. En cas de décès d'un affilié, les prestations deviennent exigibles dans certains cas et il y a lieu de communiquer avec les ayants droit. Sur base de l'état civil, de la composition du ménage et de la cohabitation légale, la FSMA peut vérifier si les engagements de pension donnent lieu à des distinctions non autorisées sur la base de ces critères, procéder au calcul des droits et donner une première indication des bénéficiaires possibles d'une couverture décès. Pour rappel, le Comité sectoriel du Registre national a estimé que le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé doit se prononcer sur l'accès à ces données à caractère personnel dans le chef de la FSMA.

Données à caractère personnel relatives à la carrière. Étant donné que les pensions complémentaires sont constituées lors de l'activité professionnelle, elles sont indispensables à l'interprétation des évolutions et à la vérification du respect du régime. En plus, la catégorie travailleur et le type de contrat permettent de vérifier si des distinctions non autorisées sont opérées sur la base de ces critères et si tous les travailleurs remplissant les conditions d'accès sont effectivement affiliés.

En particulier, il s'agit des données à caractère personnel suivantes:

- l'employeur et le secteur d'emploi;
- le statut sur le marché du travail, le statut social et l'éventuel statut spécial;
- le type de contrat de travail;
- la catégorie travailleur;
- le nombre d'années de service prestées ou les périodes d'affiliation au statut professionnel;

- les périodes d'inactivité;
- la date d'entrée et de sortie de service, la prépension, la cessation des activités et la pension légale (ces événements donnent lieu à l'ouverture de certains droits dans le cadre du régime relatif aux pensions complémentaires);
- la rémunération (souvent un élément de base lors du calcul des droits);
- les revenus professionnels (pour vérifier si les cotisations versées, exprimées dans un pourcentage des revenus professionnels ont été correctement déterminées).

Ces données déterminent l'évolution des droits d'une personne et esquissent le contexte des autres données. Les données peuvent aussi être utilisées en vue d'une identification correcte des affiliés, tant pour les besoins de SIGEDIS (en qualité de gestionnaire de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" et responsable de la qualité et de l'exploitabilité des données) que pour ceux des instances déclarantes.

Données relatives à la pension. Ces données à caractère personnel, qui reflètent les droits au sein d'un régime de pension déterminé permettent à la FSMA de vérifier si les droits de pension individuels ont été calculés de façon correcte. Elles permettent également de se faire une idée de l'évolution des pensions complémentaires. Le Service public fédéral Finances a besoin de ces données afin de vérifier l'application correcte du Code des impôts sur les revenus 1992. Finalement, l'ONSS, l'ONSSAPL et l'INASTI ont également besoin de ces données dans le cadre de la loi-programme du 22 juin 2012 (le cas échéant, la prime théorique doit être calculée, ce qui requiert des données détaillées sur l'état de la constitution individuelle des droits de pension).

Il s'agit, en particulier, des données à caractère personnel suivantes.

- la date d'affiliation (celle-ci indique la période de constitution des droits);
- le statut d'affiliation;
- le nombre d'années prises en considération lors de la constitution d'une pension complémentaire;
- les réserves acquises, les prestations et la date à laquelle elles sont calculées;
- la date de sortie de service, de transfert ou de paiement;
- les montants transférés et la date de transfert;
- les éléments de la fiche de pension;
- les différents montants (nécessaires au calcul des réserves acquises);

- le montant de la prestation auquel le bénéficiaire a droit lors du décès de l'affilié et la date de calcul de ce montant;
- le cas échéant, l'indication des prestations de solidarité choisies;
- la date à laquelle les prestations sont exigibles, le mode de paiement (sous forme de capital ou de rente) et le montant payé.

32. Certaines données seraient consultées dans la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" de SIGEDIS et non auprès de la source authentique, telle que l'ONSS, l'ONSSAPL, le Service public fédéral Intérieur, l'INASTI et l'Office national des pensions, qui sont respectivement responsables de la gestion de la banque de données DMFA et DIMONA, du Registre national des personnes physiques, du Répertoire général des travailleurs indépendants et du Cadastre des pensions.

D. TRAITEMENT

33. Il s'agit d'une communication de données à caractère personnel qui, en vertu de l'article 15, § 1er, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, doit faire l'objet d'une autorisation de principe de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

34. La communication de certaines données à caractère personnel par les organismes de pension, les organismes de solidarité et les organisateurs d'un régime des pensions complémentaires à SIGEDIS en vue de l'alimentation de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" a déjà été approuvée par la délibération n° 11/03 du 11 janvier 2011 du Comité sectoriel qui a confirmé que la création de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" est une finalité légitime.

35. En plus, SIGEDIS dispose déjà de certaines données à caractère personnel provenant du réseau de la sécurité sociale, conformément à la délibération n° 08/28 du 3 juin 2008 du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé. En ce qui concerne les données d'identification, il peut être fait référence à la délibération n° 49/2010 du 2 décembre 2010 du Comité sectoriel du Registre national et la délibération n° 10/82 du 7 décembre 2010 du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé. Par la présente délibération, le Comité sectoriel autorise SIGEDIS à obtenir les données supplémentaires précitées (voir le point 5), pour la réalisation de ses missions, telles la gestion des comptes individuels de pension. Le Comité sectoriel estime, par ailleurs, que ces données à caractère personnel pourraient également être utilisées pour la constitution de la banque de données à caractère personnel "*constitution de pensions complémentaires*" qui reflèteraient de façon adéquate l'état d'avancement relatif aux pensions complémentaires.

36. Le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé doit, par ailleurs, uniquement se prononcer sur la consultation de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" par les instances précitées (l'ONSS, l'ONSSAPL, l'INASTI, le Service public fédéral Finances et la FSMA) en vue de l'exécution de leurs missions respectives.

37. L'ONSS, l'ONSSAPL et l'INASTI sont chargés de la perception, du recouvrement et du contrôle des cotisations spéciales versées pour la constitution de pensions complémentaires pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants, sur la base de données au niveau individuel, conformément à diverses lois (la loi du 1er août 1985 *portant des dispositions sociales*, la loi du 29 juin 1981 *établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés* et la loi-programme du 22 juin 2012). Le Service public fédéral Finances examine, quant à lui, notamment la déductibilité des cotisations versées pour les pensions complémentaires, qui est soumise à quelques conditions. Finalement, la FSMA est, conformément à la loi du 2 août 2002 *relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers*, chargée de la surveillance du respect du régime relatif aux pensions complémentaires pour travailleurs salariés et pour travailleurs indépendants et, en application de ce régime, elle contrôle le contenu des engagements de pension, leur réalisation correcte à l'égard des affiliés, le respect des procédures en vigueur et des conditions et elle est chargée de la rédaction de rapports relatifs aux pensions complémentaires et de la surveillance du respect du principe de non-discrimination lors de l'attribution des pensions complémentaires. Il s'agit de finalités légitimes pour toutes les instances concernées.
38. La communication porte, d'une part, sur l'identification des acteurs concernés et sur l'identification des régimes de pension et sur leurs caractéristiques de base et, d'autre part, sur les seules données à caractère personnel spécifiques relatives aux affiliés.. Ces données à caractère personnel sont pertinentes et non excessives par rapport aux finalités précitées. Le cas échéant, les instances précitées doivent pouvoir identifier les diverses parties concernées, dans le cadre de leurs missions respectives, et pouvoir constater les éléments qui déterminent le droit à la pension complémentaire.
39. Le Comité sectoriel prend connaissance du fait que les données pourraient être communiquées, le cas échéant, à des services d'impôts étrangers par le Service public fédéral Finances, en vue de la fiscalité locale. Le Comité souhaite souligner qu'une telle communication doit se dérouler moyennant le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*, en particulier des articles 21 et 22 qui portent sur la transmission de données à caractère personnel vers des pays non-membres de l'Union européenne. En plus, la communication éventuelle doit se limiter aux cas ad hoc et répondre aux principes de finalité et de proportionnalité.
40. Les instances précitées peuvent conserver les données à caractère personnel telles quelles pendant un délai raisonnable. Si les données ne sont raisonnablement plus nécessaires à la réalisation des finalités précitées, elles doivent être détruites.

E. MESURES DE SÉCURITÉ

41. Les utilisateurs autorisés des instances précitées signeront tous une déclaration par laquelle ils s'engagent explicitement à préserver la sécurité et le caractère confidentiel des informations auxquelles ils ont accès.

42. Les instances précitées tiendront une liste actualisée en permanence de leurs utilisateurs autorisés à la disposition de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et la communiqueront sur simple demande.
43. Dans les instances précitées, il y a lieu d'accorder suffisamment d'attention à la sensibilisation des agents concernant la problématique de la sécurité et aux formations nécessaires relatives à la sécurité de l'information.
44. En vue de la protection des données à caractère personnel traitées et de la protection de la vie privée des personnes concernées, un conseiller en sécurité de l'information doit être désigné auprès des instances précitées. Celui-ci doit fournir des avis qualifiés à la personne chargée de la gestion journalière et exécuter les missions qui lui ont été confiées par ce dernier..
45. Le conseiller en sécurité de l'information a une mission de conseil, de stimulation, de documentation et de contrôle en matière de sécurité de l'information et il remplit également la fonction de préposé à la protection des données, visé à l'article 17bis de la loi précitée du 8 décembre 1992. Il exécute la politique de sécurité de l'information et rédige le plan de sécurité de l'information. Le cas échéant, il peut avoir recours au document « *Mesures de référence en matière de sécurité applicables à tout traitement de données à caractère personnel* » de la Commission de la protection de la vie privée.
46. Les instances précitées doivent, par ailleurs, tenir compte des normes minimales de sécurité qui ont été définies par le Comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et qui ont été approuvées par le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.
47. Conformément à l'article 14 de la loi précitée du 15 janvier 1990, les communications de données à caractère personnel se dérouleront, à l'intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, sauf en ce qui concerne la FSMA car la Banque Carrefour de la sécurité sociale n'offre pas de valeur ajoutée. Les autres mesures de sécurité restent cependant d'application pour toutes les instances, en ce compris la FSMA.
48. La Banque Carrefour de la sécurité sociale conserve des loggings relatifs aux communications effectuées, qui enregistrent notamment à quel moment au sujet de quelle personne des données à caractère personnel ont été communiquées. Les instances précitées doivent, quant à elles, conserver des loggings plus détaillés, contenant par communication une indication de quelle personne a obtenu quelles données à caractère personnel concernant quelle personne à quel moment et pour quelle finalité. Ces loggings de sécurité seront conservés pendant dix ans, en vue du traitement de plaintes éventuelles ou de la détection d'irrégularités éventuelles en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel. Ils sont protégés par des mesures garantissant la confidentialité, l'intégralité et la disponibilité. Ils sont transmis au Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et à la Banque Carrefour de la sécurité sociale à leur demande.
49. L'ONSS, l'ONSSAPL et l'INASTI ont intégré les intéressés dans le répertoire des références de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, visé à l'article 6 de la loi du 15

janvier 1990. La Banque Carrefour de la sécurité sociale sait, par conséquent, que ces trois institutions publiques de sécurité sociale gèrent un dossier concernant l'intéressé.

50. Par analogie avec les services fédéraux d'inspection sociale (voir la délibération n° 04/32 du 5 octobre 2004), une procédure spécifique de contrôle est introduite pour le Service public fédéral Finances et la FSMA. Sur la base d'un pourcentage significatif de dossiers traités, la probité dans la démarche suivie par leurs collaborateurs sera contrôlée. À cet effet, le Service public fédéral Finances et la FSMA vérifieront, dans le cadre d'une procédure organisée en concertation avec leur conseiller en sécurité de l'information, les loggings des consultations de la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" par leurs collaborateurs, confronteront le résultat obtenu aux rapports de missions et vérifieront finalement la légitimité des consultations et le respect des principes de finalité et de proportionnalité.
51. Annuellement et au plus tard pour le 28 février, le Service public fédéral Finances et la FSMA communiqueront au Comité sectoriel, par un courrier à la signature du fonctionnaire dirigeant, un rapport succinct précisant les informations suivantes.
52. Un tableau de bord reprenant au minimum les éléments suivants doit être fourni au Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé: le nombre de collaborateurs ayant accès à la banque de données à caractère personnel "*constitution de pensions complémentaires*", la rotation du personnel (nombre d'entrées et de sorties de service) au sein du service concerné au cours de la dernière année et le nombre d'accès réalisés.
53. Dans un format libre, le Service public fédéral Finances et la FSMA informent le Comité sectoriel sur le résultat de la comparaison des différentes recherches effectuées dans les loggings avec les rapports de missions. Le cas échéant, les irrégularités constatées et sanctions prises sont mentionnées. Dans leurs conclusions, ils informent le Comité sectoriel sur les mesures éventuelles qui ont été mises en place pour améliorer le contrôle au sein du service.
54. Lors du traitement de données à caractère personnel, les instances précitées sont, pour le surplus, également tenues de respecter la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*, leurs arrêtés d'exécution et toute autre disposition légale ou réglementaire relative à la protection de la vie privée.

Par ces motifs,

la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé

autorise l'association sans but lucratif SIGEDIS à utiliser les données à caractère personnel précitées dont elle dispose déjà, en application de diverses délibérations des Comités sectoriels compétents, pour mettre à jour la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*", et à recueillir les données à caractère personnel supplémentaires précitées en vue de compléter la banque de données « *constitution de pensions complémentaires* ».

et

l'Office national de sécurité sociale, l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, le Service public fédéral Finances et l'Autorité des services et marchés financiers à consulter la banque de données "*constitution de pensions complémentaires*" en vue de la réalisation de leurs missions respectives.

Yves ROGER
Président

Le siège du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).
--